

Déclaration

# Kanaki : Assez de répression, soutien à l'USTKE

mercredi 5 août 2009, par [BESANCENOT Olivier](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 4 août 2009).

Depuis une semaine, l'USTKE a lancé un mot d'ordre de grève générale. Cette organisation syndicale réclame avec insistance que le protocole d'accord mettant fin à un conflit motivé par le licenciement abusif d'une employée de la compagnie aérienne Aircal, soit enfin signé par la compagnie pour pouvoir rentrer en application.

Le protocole négocié sous l'égide de la direction du travail entre les avocats de la compagnie et les représentant du syndicat aurait mit fin au conflit.

Le président du conseil d'administration de cette compagnie, Mr Nidoish Naisseline, en mettant son veto à la signature de l'accord par la direction d'Aircal porte l'entière responsabilité de la réouverture d'un conflit social. De plus, la justice a eu la main lourde puisqu'elle a cru bon de condamner le président de l'USTKE, Gérard Jodar, et cinq autres dirigeants syndicaux de 1 an à 3 mois de prison ferme pour entrave à la circulation d'un aéronef alors qu'ils essayaient de se protéger des violences de la police.

Ni Madame Marie-Luce Penchard, secrétaire d'état à l'Outre-mer, ni Monsieur Kouchner, ministre des Affaires étrangères, lors de leur passage en Kanaky, n'ont pris des initiatives pour trouver une solution au conflit.

Ce nouveau conflit se déroule dans un climat social dégradé par l'amplification des inégalités sociales et du chômage galopant pour les jeunes kanaks et wallisiens. Nombre d'entre eux se sont joints aux manifestations et barrages organisés par l'USTKE.

Le Haut-Commissaire, en poste actuellement à Nouméa, ne cesse de jeter de l'huile sur le feu et pratique l'escalade de la répression policière, alimentant ainsi un climat de violence et une répression accrue. Ainsi, onze syndicalistes ont été arrêtés le 4 août suite aux manifestations et barrages du lundi 3 août.

L'intervention de la gendarmerie, et surtout du GIPN à chaque conflit social, l'arrestation de syndicalistes, jugés et condamnés, la stigmatisation de l'USTKE renforcent le statut colonial de Kanaky ! Aussi, j'apporte, ainsi que le NPA, mon soutien total à l'USTKE.

Les revendications qu'ils portent doivent être satisfaites :

- la signature et la mise en application du protocole d'accord suite au conflit à Aircal par la compagnie,
- la libération immédiate de Gérard Jodar et des dirigeants syndicaux emprisonnés pour qu'ils puissent préparer sereinement leur procès en appel du 25 août,

- l'abandon des poursuites judiciaires contre les actions syndicales,
- l'arrêt des violences policières injustifiées à l'occasion des rassemblements citoyens comme ce fut le cas le 31 juillet contre les militants du Collectif pour la défense des droits et des libertés et la libération des syndicalistes emprisonnés.

**Le 4 août 2009.**

OlivierBesancenot

---

## **Non aux violences policières en Kanaky**

Communiqué NPA

Le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) dénonce la violence des interventions du GIPN (groupe d'intervention de la police nationale) à l'occasion de la visite à Nouméa de Madame Penchard, la secrétaire d'Etat à l'Outre-mer.

Le rassemblement pacifique organisé par le « Collectif pour la défense des droits et des libertés et la libération des syndicalistes emprisonnés » a été brutalement agressé par le GIPN et tout le centre de Nouméa a été bunkerisé pour les déplacements de la secrétaire d'Etat.

Le collectif qui rassemble l'USTKE (Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et des Exploités), le SLUA (Syndicat Libre Unité Action), le Parti travailliste, l'Union calédonienne, l'UCR (Union Calédonienne Renouveau) et diverses associations demandait simplement une entrevue avec M<sup>me</sup> Penchard pour réclamer la libération des syndicalistes de l'USTKE emprisonnés depuis le 29 juin.

Face à la volonté systématique de l'Etat de réprimer toute forme de contestation, de manifestation et même d'expression dans cette colonie, le NPA dénonce la militarisation du territoire et demande le respect des libertés syndicales, associatives et politiques.

Depuis plus d'un mois, le président de l'USTKE Gérard Jodar et cinq autres responsables sont emprisonnés au Camp Est... pour « *entrave à la circulation d'un aéronef* » !

Le NPA exige leur libération immédiate.

Le 31 juillet 2009